

Nîmes, le **08 DEC. 2025**

Subdivision Déchets

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PREFECTORAL n°2025-077-DREAL  
modifiant l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011**

**autorisant la création et l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage et portant agrément de ladite installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage par la SASU AUBORD RECYCLAGE sur la commune d'AUBORD**

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11.018N du 25 février 2011, autorisant la création et l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage et portant agrément de ladite installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage par la SASU AUBORD RECYCLAGE à l'adresse suivante : ZAC Grand Terre, rue Hubert Reeves 30620 AUBORD ;
- VU** le récépissé de déclaration n°RD 13-077N du 30 mai 2013 de la SASU AUBORD RECYCLAGE au bénéfice de l'antériorité pour ses activités de collecte de déchets dangereux (batteries) et non dangereux (métaux, DEEE) apportés par leur producteur au titre des rubriques 2710-1b et 2710-2b ;

- VU** la demande de modification des conditions d'exploiter les installations classées autorisées par l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011, portée à la connaissance du préfet par la SASU AUBORD RECYCLAGE par courrier daté du 21 juillet 2025 et le dossier joint, complété en date du 3 novembre 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 26 novembre 2025;
- VU** le projet d'arrêté porté le 1 décembre 2025 à la connaissance du demandeur ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par la SASU AUBORD RECYCLAGE en date du 4 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la SASU AUBORD RECYCLAGE a transmis par courrier en date du 21 juillet 2025 un dossier de porter à connaissance visant à mettre à jour les activités de son site de Nîmes ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des articles R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier de porter à connaissance transmis, complété en date du 3 novembre 2025, comporte les éléments d'appréciation relatifs aux modifications apportées et souhaitées et à son mode d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées conduisent notamment à une extension de son site d'Aubord et à l'implantation d'un broyeur mobile de métaux ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011 susvisé doivent être modifiées en conséquence pour prendre en compte ces modifications ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ARRÊTÉ**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations de la SASU AUBORD RECYCLAGE, ci-après nommée l'exploitant, de n° SIRET 52172227200015, situées ZAC Grand Terre, rue Hubert Reeves 30620 AUBORD, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

### **ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS**

- Les articles 1.1., 1.3, et 1.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11.018N du 25 février 2011 susvisé sont remplacés par les articles suivants :

#### **« Article 1.1 Bénéficiaire**

La SAS AUBORD RECYCLAGE dont le siège social se trouve ZAC Grand Terre, rue Hubert Reeves - 30620 Aubord est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de

déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage, sur le territoire de la commune d'Aubord.

Les installations concernées sont situées au lieu-dit « la Grand Terre », parcelles n°s 309, 310 et 311 de la section ZI du plan cadastral de la commune d'Aubord.

La capacité de transit, regroupement et tri de déchets est de l'ordre de 76 000 t/an.

La surface totale de l'emprise au sol du site est de 8 418 m<sup>2</sup>. »

#### **« Article 1.3 Consistance des installations autorisées**

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R. 181-1 du code de l'environnement.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé conformément au schéma d'implantation joint à la demande de modification en date du 3 novembre 2025 et dont un exemplaire demeurera annexé au présent arrêté.

La consistance des installations autorisées est la suivante :

- ◆ un hangar prolongé par un auvent de 611 m<sup>2</sup> de surface totale abritant :
  - un centre de tri de déchets non dangereux,
  - une zone de transit de déchets dangereux,
  - une zone de stockage des véhicules hors d'usage non dépollués,
  - les installations de dépollution,
- ◆ une aire extérieure, d'une surface bétonnée étanche de 4 900 m<sup>2</sup>, accueillant :
  - un pont bascule avec portique de détection de la radioactivité,
  - des voiries permettant la circulation sur la totalité de la périphérie du site,
  - une zone de travail de 1 945 m<sup>2</sup> avec pelle mobile, une presse-cisaille et un broyeur de métaux mobile sur chenilles,
  - un système de dépoussiérage du broyeur de métaux, se composant d'un cyclone de décantation, d'un filtre à manchons, d'une gaine d'aspiration, d'une cheminée dont la hauteur ne pourra pas être inférieure à 10 mètres et des tuyaux de raccordement correspondants, ou tout autre dispositif équivalent, permettant de limiter les émissions de poussières à moins de 10 mg/Nm<sup>3</sup>,
  - des bennes étanches pour le stockage des déchets non dangereux,
  - des stocks de ferrailles et de carcasses de véhicules dépollués,
  - une cuve aérienne de GNR d'une capacité de 5 m<sup>3</sup> dédiée à l'approvisionnement du broyeur dotée d'une rétention ; la cuve et la rétention sont ancrées au sol,
- ◆ une aire extérieure d'une surface de 2 418 m<sup>2</sup> implantée sur la parcelle n°310 section ZI, non imperméabilisée, sur laquelle sont entreposées uniquement des bennes vides. »

#### **« Article 1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les installations autorisées sont classées selon la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :

Rubriques	Nature des activités	Caractéristiques	Régime en vigueur (*)
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, 1. Dans le cas de véhicules hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	Surface dédiée : 2 247 m <sup>2</sup>	E
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface de l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface dédiée : 2 170 m <sup>2</sup>	E
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R511-10 du code de l'environnement, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Transit de batteries, de chiffons souillés  20 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, par l'emploi d'une cisaille pour le découpage des pièces métalliques et d'un broyeur pour le broyage de métaux, la quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j	100t/jour pour l'activité cisaille 70t/jour pour l'activité broyeur	A
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	290 m <sup>3</sup>	D
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, le volume maximal susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	150 m <sup>3</sup>	D

Rubriques	Nature des activités	Caractéristiques	Régime en vigueur (*)
2710-1 b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	Batteries < 7 tonnes	DC
2710-2 b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m3 et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	Métaux et DEEE < 300 m <sup>3</sup>	

(\*) A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise à contrôle périodique)

»

### ARTICLE 3 – ARTICLES COMPLÉTÉS

Les articles 1.8., 6., 7.3. et 10.13. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.017N du 15 février 2012 susvisé sont complétés par les dispositions suivantes :

« L'Article 1.8 - **Réglementations particulières** est complété par les textes réglementaires suivants :

- articles R543-155-1 à R543-155-6 du code de l'environnement relatifs aux centres VHU et aux broyeurs ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710- (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets



d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), **2714** (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), **2713** (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement,
- arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), **2718** (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou **2791** (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

« - **L'article 6. – Protection contre les risques d'inondations** est complété par les dispositions suivantes :

- la cuve de réserve de carburant implantée sur la plateforme étanche pour le fonctionnement du broyeur et sa rétention sont ancrées au sol de manière à limiter les risques de déversements en cas d'inondation. »

« - **L'article 7.3 – Prévention des émissions de poussières et des envols** est complété par les dispositions suivantes :

En particulier, un dispositif de dépoussiérage du broyeur de métaux est mis en place, se composant d'un cyclone de décantation, d'un filtre à manchons, d'une gaine d'aspiration, d'une cheminée dont la hauteur ne pourra pas être inférieure à 10 mètres et des tuyaux de raccordement correspondants, ou tout autre dispositif équivalent, permettant de limiter les émissions de poussières à moins de 10 mg/Nm<sup>3</sup>. »

« **L'Article 10.13 – Moyens de lutte contre l'incendie** est complété par les dispositions suivantes :

En complément, les réserves suivantes sont mises à disposition :

- une réserve d'eau de 140 m<sup>3</sup> dotée d'un raccord pompiers,
- deux camions-citernes de 10 m<sup>3</sup> avec motopompes,
- deux citernes polybennes de 6 m<sup>3</sup> chacune, avec motopompes.

Au moins une personne du personnel est formée à l'utilisation de ces équipements.

Un troisième RIA (mis hors gel) est implanté à proximité de la zone broyeur. »

## **ARTICLE 4 – NOUVELLES PRESCRIPTIONS**

### **ARTICLE 4.1. Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

Le chapitre 10 "Prévention des risques d'incendie et d'explosion" de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11.018N du 25 février 2011 susvisé est complété par un article 10.14 de prescriptions applicables au dispositif de dépoussiérage du broyeur de métaux, ainsi rédigé :

#### **« Article 10.14 – Dispositions applicables au dispositif de dépoussiérage du broyeur**

Afin de prévenir les risques d'explosion liés aux filtres à manche équipant le dispositif de dépoussiérage en sortie du broyeur de métaux, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

##### **- Contrôle des sources d'inflammation :**

- un dépoussiérage régulier des filtres afin d'éviter l'accumulation de poussières combustibles (métaux, peintures, lubrifiants) qui peuvent former une atmosphère explosive (ATEX) ;
- l'utilisation de filtres antistatiques et la mise en place d'une mise à la terre pour éviter les étincelles électrostatiques ;
- l'installation de sondes de température pour détecter les échauffements anormaux ;
- le broyeur et les convoyeurs sont conçus pour minimiser les étincelles d'origine mécanique.

##### **- Réduction des poussières combustibles :**

- la captation des poussières à la source est assurée par une aspiration suffisante ;
- le nettoyage automatique des manches (par pulse-jet) est effectué régulièrement pour éviter l'accumulation excessive de poussières ;
- une ventilation adéquate est mise en place afin de maintenir un débit d'air suffisant pour diluer les poussières en dessous de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE).

##### **- Protection contre les explosions (systèmes passifs/actifs) :**

- des déflecteurs ou évents d'explosion (systèmes passifs) sont installés pour diriger l'onde de pression en cas d'explosion ;
- des capteurs de pression/température et extincteurs automatiques (inertage par CO<sub>2</sub> ou N<sub>2</sub>) sont mis en place pour assurer une détection et une suppression rapide (systèmes actifs) ;
- l'isolation des équipements est réalisée (clapets anti-retour, vannes coupe-feu) pour éviter la propagation de l'explosion vers d'autres zones.

##### **- Conformité ATEX :**

La conformité ATEX est assurée par :

- la classification des zones ATEX (Zone 20/21/22 selon la directive 2014/34/UE).
- l'utilisation d'équipements certifiés ATEX (filtres, ventilateurs, capteurs).
- une formation du personnel aux risques ATEX et aux procédures d'urgence.

##### **- Maintenance et inspections :**

Des opérations de maintenance et d'inspection visuelle sont réalisées périodiquement et consisteront au minimum à :

- contrôler l'usure des manches et remplacer celles endommagées ;
- vérifier l'efficacité du système de dépoussiérage ;
- réaliser des audits et analyses de risques périodiques (HAZOP, DSEAR). »

### **ARTICLE 4.2. Cahier des charges de l'installation de broyage**

L'article 4. "Dispositions particulières concernant le traitement des VHU" de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11.018N du 25 février 2011 susvisé est complété par un article 4.1.7. relatif au cahier des charges de l'installation de broyage, ainsi rédigé :

#### **« Article 4.1.7. - Cahier des charges de l'installation de broyage**

Lorsque l'installation de broyage est utilisée pour traiter des véhicules hors d'usage, les opérations relatives au broyage de ces véhicules hors d'usage respectent les dispositions du cahier des charges annexé au présent arrêté. »

Ledit cahier des charges est annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11.018N du 25 février 2011 susvisé.

#### **ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES situé 16 Avenue Feuchères, 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'AUBORD et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune d'AUBORD pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

#### **ARTICLE 7 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la Préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire d'AUBORD, ainsi qu'à la SASU AUBORD RECYCLAGE.

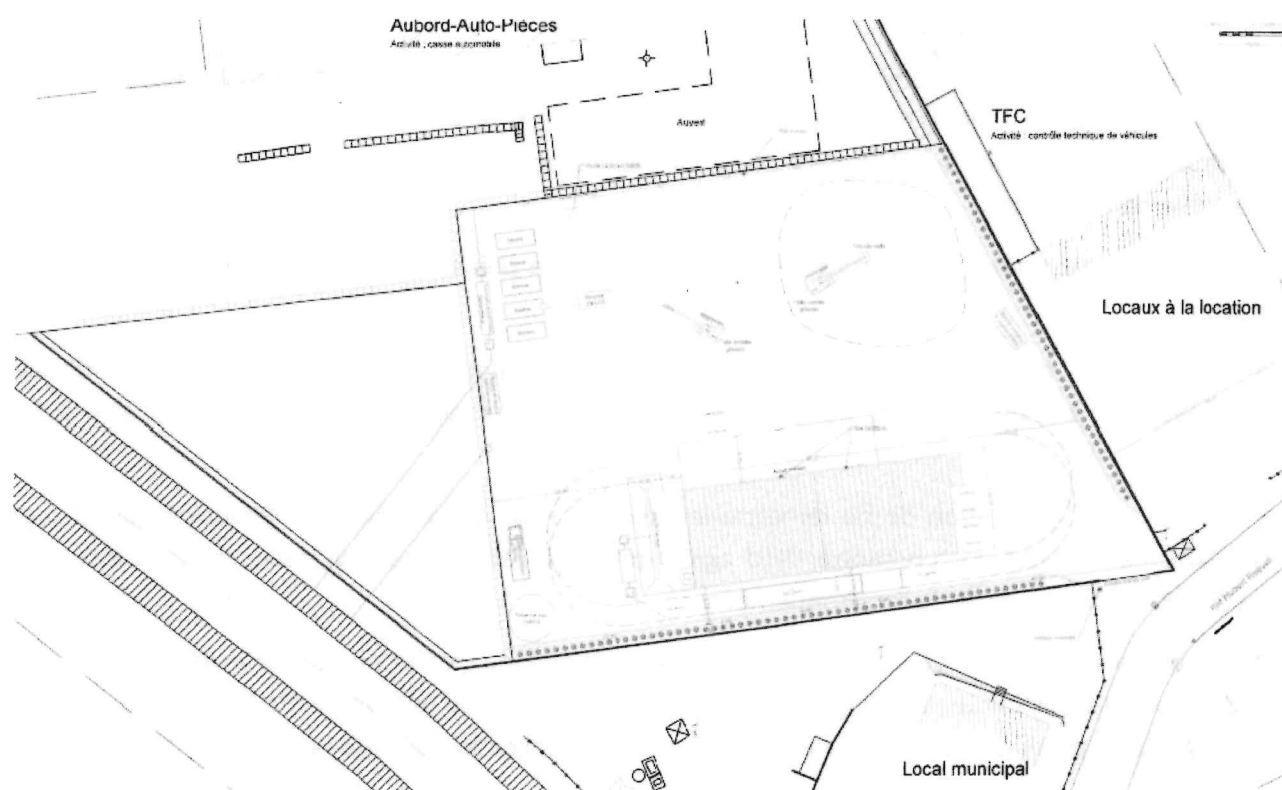
Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général

Yann GÉRARD



## Annexe I : Plan d'implantation des installations autorisées



## Annexe II : Cahier des charges de l'installation de broyage.

1° Le broyeur est tenu de ne prendre en charge que les véhicules hors d'usage qui ont été préalablement traités par un centre VHU agréé. Il est ainsi tenu de refuser tout véhicule hors d'usage pour lequel les opérations prévues dans le cahier des charges annexé à son agrément de centre VHU n'ont pas été préalablement réalisées.

2° Le broyeur est tenu de broyer les véhicules hors d'usage préalablement traités par un centre VHU agréé.

A cette fin, il doit disposer d'un équipement de fragmentation des véhicules hors d'usage préalablement traités et de tri permettant la séparation sur site des métaux ferreux des autres matériaux.

3° Le broyeur a l'obligation de ne remettre les déchets issus du broyage des véhicules hors d'usage préalablement traités par un centre VHU agréé qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R.543-161 du code de l'environnement.

4° Le broyeur est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 4 de l'article R.543-165.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre, le tonnage et l'origine des véhicules préalablement traités par des centres VHU agréés pris en charge, répartis par centre VHU agréé d'origine ;
- c) Le tonnage de produits ou déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage préalablement traités par des centres VHU agréés, remis à des tiers avec le nom et les coordonnées des tiers et la nature de l'éventuelle valorisation des produits et déchets effectuée par ces tiers ;
- d) — Les résultats de l'évaluation prévue au 9° ;
- e) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 13° du présent article avant le 31 août de l'année n + 1. À partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration.

5° Le broyeur doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

6° Le broyeur doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R.543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

7° Le broyeur est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L.516-1 du code de l'environnement.

8° Le broyeur doit se conformer aux dispositions relatives au stockage des véhicules et des matériaux issus du broyage de ces véhicules, suivantes :

— les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage préalablement traités par des centres VHU agréés et le dépôt des déchets et produits issus du broyage de ces véhicules sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides résiduels que ces véhicules, déchets ou produits pourraient encore contenir malgré l'étape de dépollution des véhicules hors d'usage assurée par les centres VHU agréés ;

— les eaux issues des emplacements mentionnés ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

— les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ;

— le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

9° Le broyeur est tenu de procéder, au moins tous les trois ans, à une évaluation de la performance de son processus industriel de séparation des métaux ferreux et des autres matières ainsi que de traitement des résidus de broyage issus de véhicules hors d'usage, en distinguant, le cas échéant, les opérations réalisées en aval de son installation y compris celles effectuées par des installations de tri post-broyage ; cette évaluation est réalisée suivant un cahier des charges applicable à l'ensemble des broyeurs élaboré par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et approuvé par le ministère chargé de l'environnement.

10° En application du 10° de l'article R.543-165 du code de l'environnement susvisé, le broyeur est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, respectivement de 3,5 % de la masse moyenne des VHU et de 6 % de la masse moyenne des VHU.

11° En application du 10° de l'article R.543-165 du code de l'environnement susvisé, le broyeur est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R.543-160 y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des centres VHU à qui il achète les véhicules hors d'usage préalablement traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R.543-160 du code de l'environnement.

12° Le broyeur est tenu de se conformer aux prescriptions imposées en matière de traçabilité des véhicules hors d'usage, et notamment de confirmer, en renvoyant l'un des exemplaires du bordereau de suivi au centre VHU agréé ayant assuré la prise en charge initiale des véhicules hors d'usage<sup>25 fév</sup>, la destruction effective des véhicules hors d'usage préalablement traités par ce centre VHU agréé, dans un délai de quinze jours à compter de la date de leur broyage.

13° Le broyeur fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du présent cahier des charges par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- Vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;

- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;

- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.